

2^{ème} réunion de l'Initiative pour l'Investissement en Méditerranée



**SOCIÉTÉ MAROCAINE
D'ASSURANCE A L'EXPORTATION**

PARTENARIAT EURO MÉDITERRANÉEN : LEÇONS DU PASSÉ, ENJEUX DE L'AVENIR...

*Promotion des échanges commerciaux et
garantie des Investissements : Quels instruments ?*

Nezha LAHRICHI
Présidente Directrice Générale ¹

25 Février 2010



Quelques leçons d'histoire

- ◆ Un constat admis : les accords de Barcelone n'ont pas atteint pleinement leurs objectifs et donc n'ont pas favorisé la convergence: absence d'intégration profonde, protectionnisme de l'Union Européenne concernant les produits agricoles, niveaux insuffisants des prêts de la BEI...
- ◆ Les leçons tirées : abandon du multilatérisme pour une approche différenciée des relations avec les partenaires du Sud : ajuster la forme, le rythme et l'intensité de la coopération.
- ◆ Les leçons non tirées : reconnaître que l'objectif du partenariat répondait d'abord aux peurs sécuritaires de l'Europe. Pour le Sud, l'objectif est le rattrapage du niveau de développement et la réduction des écarts entre les deux rives.

Absence de la condition 1ère de tout
partenariat équilibré :
La confiance.



Mode d'insertion des pays méditerranéens dans l'économie mondiale

Quatre observations :

1. L'insertion dans les échanges mondiaux s'est accélérée à partir des années 2000.

Les pays méditerranéens enregistrent un taux de croissance annuel moyen des exportations de 12,5% entre 2000 et 2007 contre 3,4% pour la période 1990-1999

ouverture accrue des PM

Tableau 14 : Taux de croissance annuels moyens des exportations des PM sur 2 périodes (en dollars constants)

	1990-1999	2000-2007
Algérie	-2,5%	12,5%
Egypte	-4,6%	16,4%
Israël	6,6%	5,4%
Jordanie	4,0%	20,5%
Liban	8,0%	15,1%
Maroc	2,8%	7,3%
Syrie	4,8%	11,1%
Tunisie	3,6%	11,9%
Turquie	6,1%	18,4%
PM9	3,4%	12,5%
Monde	3,6%	8,7%
Économies en développement	5,7%	11,2%
Économies en transition	-2,3%	16,3%
Économies développées	3,0%	6,9%

Sources : Comtrade 2008 et Cnuccd 2008 – Calculs N. Roux

Suite...

Mode d'insertion des pays méditerranéens dans l'économie mondiale

2. L'insertion s'est faite par les importations plus que par les exportations.

Tableau 15 : Les taux de croissance annuels des exportations et des importations des PM (en dollars constants)

		1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Total	Importations	11%	-11%	7%	14%	29%	14%	10%	20%
	Exportations	17%	-2%	5%	17%	23%	16%	14%	15%
Hors pétrole	Importations	11%	-13%	8%	14%	28%	10%	13%	20%
	Exportations	5%	3%	8%	16%	23%	9%	15%	17%
Produits Manuf.	Importations	12%	-16%	7%	14%	30%	10%	-11%	18%
	Exportations	8%	2%	6%	16%	25%	3%	-16%	13%

Source : Comtrade – Calculs N. Roux

Les raisons :

Source : FEMISE 2009

- ◆ Accroissement du volume des importations
- ◆ Augmentation des prix des intrants industriels, des matières premières et des produits alimentaires, relativement aux prix des exportations.

Les conséquences :

- ◆ Approfondissement du déficit commercial mais qui se comble par les recettes du tourisme, les transferts des revenus des travailleurs émigrés et par les entrées des IDE.....ce qui n'est plus le cas depuis la crise.

Suite...

Mode d'insertion des pays méditerranéens dans l'économie mondiale

3. Désengagement des pays méditerranéens vis-à-vis de l'Europe sauf pour le Maghreb

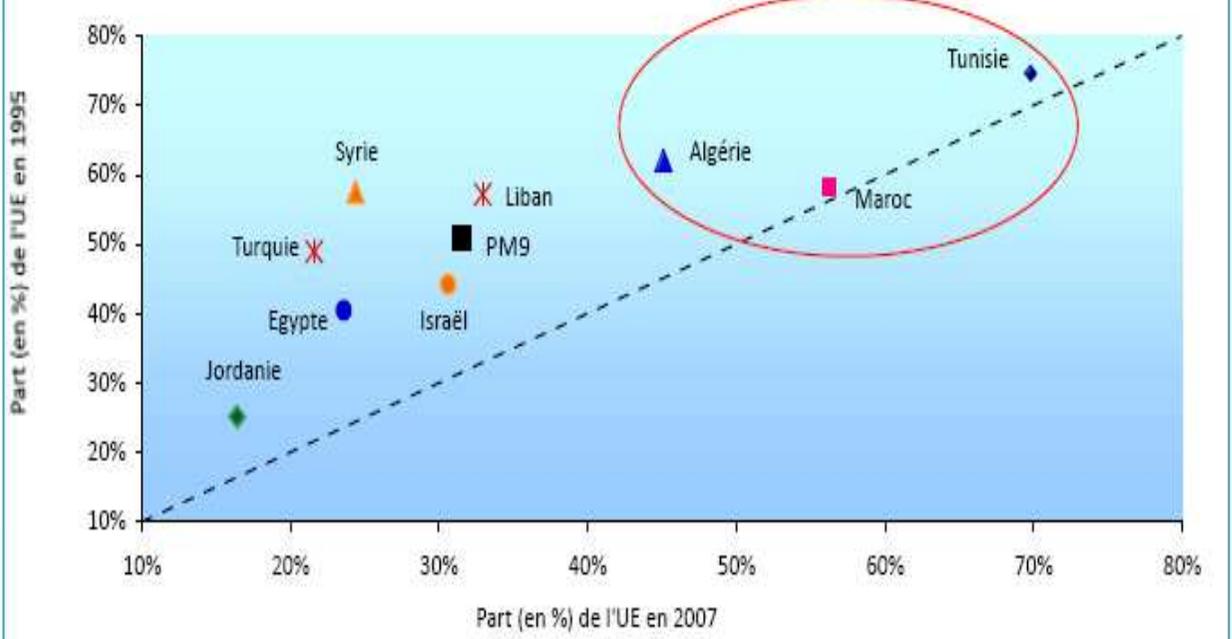
Tableau 18 : Taux de croissance annuels moyens des exportations des PM (en dollars constants 90)

	1990-99	2000-2007
Monde	3%	12%
Reste du monde	2%	17%
UE	4%	7%

Source : Comtrade – Calculs N. Roux

Source : FEMISE 2009

Figure 13 : Part de l'UE dans les échanges (X+M) des Pays Méditerranéens en 1995 et en 2007



Source : Comtrade – Calculs N. Roux

La diversification des marchés extérieurs des pays méditerranéens est plus faible pour les pays du Maghreb ⇒ fortement engagés avec leurs partenaires européens.

Suite...

Mode d'insertion des pays méditerranéens dans l'économie mondiale

4. Faiblesse des échanges intra-régionaux

Tableau 22 : Part (en %) des échanges intra PM

	exports					X+M				
	1990	1995	2000	2006	2007	1990	1995	2000	2006	2007
Algérie	3%	6%	7%	5%	5%	3%	6%	6%	5%	5%
Egypte	2%	13%	17%	9%	10%	2%	5%	6%	8%	7%
Israël	1%	1%	2%	2%	3%	0%	1%	1%	3%	3%
Jordanie	7%	10%	18%	12%	14%	6%	9%	10%	12%	13%
Liban	9%	17%	16%	25%	23%	5%	6%	8%	12%	15%
Maroc	3%	4%	2%	3%	3%	2%	4%	3%	5%	6%
Syrie	7%	14%	16%	17%	22%	10%	13%	12%	15%	16%
Tunisie	5%	6%	3%	5%	5%	5%	6%	4%	5%	6%
Turquie	6%	7%	7%	6%	2%	4%	5%	6%	4%	2%
PM9	4%	6%	6%	6%	5%	3%	4%	5%	5%	4%

Source : Comtrade – Calculs N. Roux

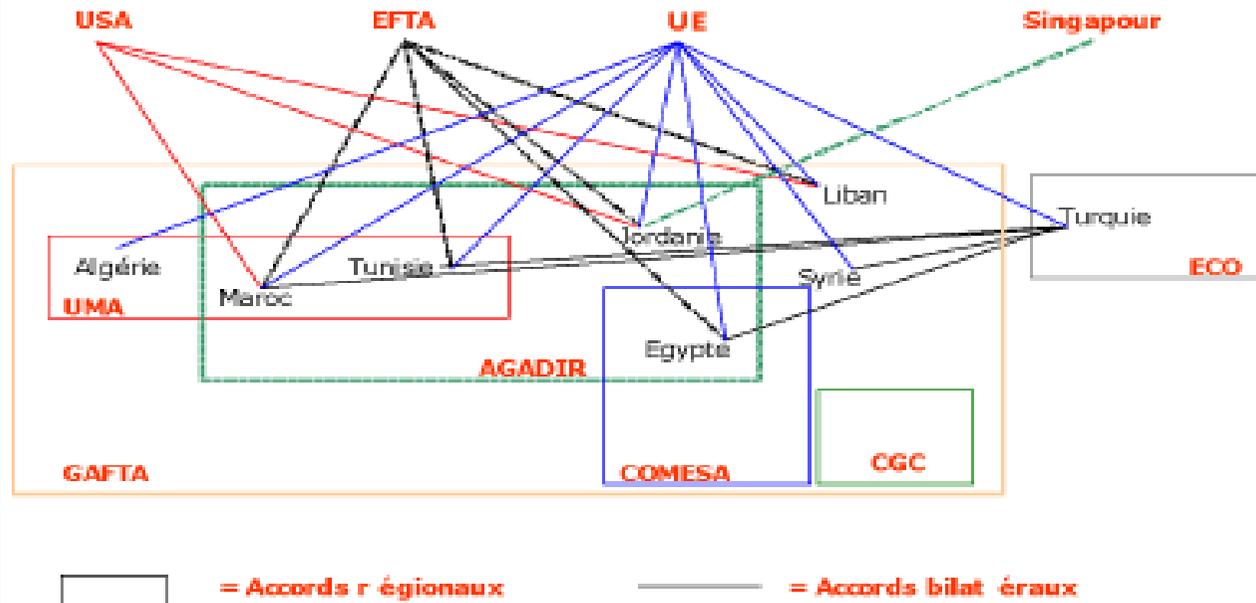
Source : FEMISE 2009

- Les échanges entre les pays méditerranéens sont globalement limités à 5% de leurs échanges extérieurs.
- Les pays du Maghreb sont en retrait alors que les pays au Machrek sont plus fortement intégrés à la zone.
- Ce potentiel de développement économique est appelé à être exploité par les accords régionaux.



Principaux accords d'association des pays méditerranéens: accords nord-sud et sud-sud

Figure 12 : Les principaux accords d'association des pays méditerranéens



Source : Banque Mondiale, 2009

Source : FEMISE 2009

- Zone Arabe de libre échange (GAFTA)
- Union du Maghreb Arabe
- Accord d'Agadir : Maroc, Tunisie, Égypte et Jordanie
- Accords Maroc Turquie
- Accords bilatéraux des USA avec le Maroc, la Jordanie et le Liban



La crise, révélateur des fragilités...

Les canaux de transmission : exportations, tourisme, transferts des travailleurs migrants et IDE.

Mais la crise est surtout tirée par les échanges :

- ◆ Au niveau mondial une diminution du PIB de 1% entraîne un recul des échanges de marchandises de 4%
- ◆ Les problèmes posés par la baisse de la demande européenne influent sur l'ensemble de l'équilibre macro-économique : les formes de bouclage du déficit commercial ne sont plus opérationnelles, en particulier le mouvement des IDE s'est interrompu.



Les IDE:

Facteur de croissance et d'équilibre des comptes extérieurs

La part de marché des pays méditerranéens dans les flux d'investissement, inexistante au début de la décennie, 0,8% en 2000 a pratiquement triplé en 2008 : 3,6%

Mais la baisse est inférieure à celle enregistrée au niveau mondial pour quatre raisons :

- ◆ La course à la compétitivité des entreprises européennes les a conduite à redéployer leur chaîne de valeur : stratégie des nearshoring ⇒ rive sud méditerranéenne
- ◆ Les investissements des pays exportateurs de pétrole ont compensé les désengagements des pays développés.
- ◆ La méditerranée est spécialisée dans des secteurs moins risqués : agriculture, tourisme, énergie, minerais
- ◆ Une plus grande attractivité que les pays de l'Est : qualification et disponibilité de main d'œuvre, climat des affaires amélioré, cadre macro-économique assaini, système bancaire solide etc...



L'après crise : quelle architecture de la mondialisation ?

Un constat admis : Le maintien en l'état de la mondialisation d'avant la crise n'est pas plausible : une globalisation débridée sans coordination, sans régulation....

Deux scénarios peuvent servir de référence :



Scénario 1

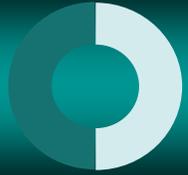
- **Le scénario de repli sur une base régionale : des économies mondes américaine, européenne, asiatique et peut être latino-américaines : des économies nationales reliées par la proximité géographique.**
- **Ce scénario est fondé sur une idée simple : Si la gouvernance économique mondiale n'a pas pu être réalisé en temps de prospérité, comment peut-elle l'être en période d'austérité ?**
- **Chaque espace aura sa supervision financière et de régulation macro-éco, sa cohérence interne : équilibre épargne-investissement, spécialisations, zone monétaire....**
- **Les risques existent : conflits entre économies mondes , les émergentes auront plus de difficultés pour maintenir des taux de croissance très élevés faute de marchés perdus, quelle monnaie internationale ?**
- **Marginalisation des institutions multilatérales de la globalisation : OMC, FMI, G20 qui permettent de gérer les externalités positives et négatives de la mondialisation etc...**



Scénario 2

- Un nouveau modèle de mondialisation
- Une globalisation régulée implique un changement de logiciel dont les principes sont contenus dans la feuille de route de la déclaration du G20 :
 - ◆ **Transparence et responsabilisation de tous les acteurs**
 - ◆ **Réglementation solide**
 - ◆ **Contrôle des agences de notation**
 - ◆ **Approfondissement de la coopération internationale : forum de stabilité financière, FMI et régulateurs nationaux, politique macro-prudentielle etc...**

Entre ces deux scénarios, quels sont les contours du possible pour l'espace euro-méditerranéen?



L'Europe: quelle situation après la crise?

Pour répondre, s'interroger sur la situation actuelle en Europe :

- ◆ Une fragile reprise économique
- ◆ Une reprise menacée par les risques souverains (la crise grecque risque d'affaiblir l'économie européenne)
- ◆ L'Espagne vit la fin d'un modèle économique fondé sur l'immobilier
- ◆ La France est dans un processus de désindustrialisation : recul de l'emploi, recul de la contribution de l'industrie au PIB ... etc.

Autrement dit, les pays au Nord de la méditerranée sont mis à mal par la crise pendant que les pays du Sud de la méditerranée ont fait preuve d'une résilience à la crise.

*Comment faire de la réalité économique un facteur de rapprochement?
Comment construire une zone stratégique de développement euro-méditerranéenne, aller vers un processus d'intégration économique entre les deux rives pour un monde multipolaire équilibré?*



Quels sont les défis à relever?

Le défi de modifier le processus de spécialisation vers des produits plus technologiques et plus en phase avec la demande mondiale.

Le défi de construire une compétitivité appuyée sur une forte productivité.

le défi financier : Outre la création d'une véritable industrie euro-méditerranéenne du capital-risque, il s'agit d'organiser et de soutenir le binôme financements-garanties.



Rappel historique ...

Établi dans le cadre du Club Financier Méditerranéen, le projet d'une banque régionale de développement sur le modèle de la BERD et d'une agence de garantie des investissements remonte à la fin des années 80.



Rappel historique ...

Les arguments pour :

Mieux répondre aux besoins particuliers de la région, mieux identifier et soutenir les projets.

Canaliser les financements privés en particulier les flux d'épargne à l'extérieur de la région.

L'objectif n'est pas financier exclusivement. Cette institution serait un carrefour où les nations agissent ensemble dans le cadre d'une concertation sur les réformes économiques, la coopération régionale, la planification du développement à long terme.

Les arguments contre:

Une banque de développement est une institution bureaucratique.

Il serait préférable de privilégier les instruments de financement existants.

L'alternative : créer un fonds chargé d'étudier la faisabilité des projets régionaux qui seraient financés par les mécanismes existants : grands projets d'infrastructures, réseau autoroutier reliant plusieurs pays, liaison fixe etc..



Bref aperçu du dispositif financier Euro méditerranéen

A grands traits, les outils de coopération financière de l'Union Européenne s'articulent autour du :

- **Programme MEDA**
- **Facilité Euro-méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat (FEMIP) mise en place à la BEI, action tournée vers les infrastructures et les grands projets publics.**
- **Inframed : un fonds pour l'Union pour la Méditerranée**
Initiative Franco-Italienne : Caisse de Dépôt et son homologue Italien + CDG et BEI.
 - **Budget cible entre 500 et 1 Million d'Euros**
 - **Fonds basé sur les règles du marché avec un taux de retour sur les investissements annuel entre 12% et 16%.**

Bref aperçu du dispositif financier Euro méditerranéen

- Inframed reste insuffisant compte tenu du potentiel de croissance :
 - les politiques d'investissement dans les infrastructures se poursuivent : réseaux de transport, parcs technologiques, télécoms etc..
 - des chaînes de valeur s'ancrent en méditerranée, découlent de l'identité et de la position géographique de la méditerranée : agro-alimentaire, textile, tourisme, logistique et surtout TIC (décomposition des chaînes de valeur).
- Medibtikar facilité régionale de financement de l'innovation en Méditerranée, un instrument pour soutenir l'innovation.



L'agence PME prévue par l'UPM... toujours en instance!

L'initiative PME de l'Union pour la Méditerranée (UPM) ne fait pas l'unanimité: résistances à la création d'une agence PME → de multiples instruments existent: 200 instruments et 22 milliards de dollars disponibles pour la région selon l'administrateur de Business-Med (Fédération des organisations patronales de la Méditerranée)

Le problème : les PME ne font pas appel aux fonds → faiblesse de la communication

La solution : un réseau d'acteurs existants avec un secrétariat général

Informer les entreprises des financements disponibles en organisant la circulation de l'information



Les dispositifs de garantie multilatéraux

1. Agence multilatérale de garantie des Investissements (MIGA) → appartient au groupe Banque Mondiale
 - Assure les investissements contre les risques non commerciaux des pays membres : risques politiques expropriation, rupture de contrat, guerres, terrorisme, troubles civils
 - Réassure les organismes nationaux et régionaux
2. L'organisation interarabe de garantie des investissements → inspirée du modèle MIGA
3. L'action de la BEI en faveur des instruments de garantie: pour faciliter l'accès des PME aux financement , la BEI prend en charge une partie des risques des banques, des fonds d'investissement, des organismes de micro-crédit...

Création d'une agence Euro- Méditerranéenne de garantie

Objectifs

- Renforcer les mécanismes de financement existants
- Mobiliser des ressources à moyen terme nécessaires au financement des projets d'investissement privés
- Couvrir les risques économiques sachant que les risques politiques sont couverts par d'autres institutions : MIGA, COFACE et autres assureurs crédit : CESCE, SMAEX, CAGEX, COTUNACE, JLGC...etc.

Missions

- Garantir les investissements en fonds propres et quasi fonds propres apportés par l'entreprise dans son implantation. Le bénéfice de cette garantie peut être délégué à tout établissement de crédit intervenant dans l'investissement.
- Garantir les prêts à moyen terme BEI et fonds régionaux
- Les investissements peuvent concerner le rachat d'une entité locale ou une création ex nihilo.

Participants

- États membres
- Grandes institutions de financement des deux rives, par exemple: CDC, CDG
- Institutions multilatérales BEI, BAD, CFD, SFI
- Banques : seules les banques de l'Agence euro- méditerranéenne de garantie pourront bénéficier de sa couverture.



Un dispositif Euro- Méditerranéen de garantie des exportations adapté au spécificités de l'assurance-crédit à l'exportation

Remarques préliminaires:

1/ La position relative des pays méditerranéens a reculé en 50 ans → 1950: 3,2% des échanges mondiaux 2007: 2,3% → impératif de développer les échanges de la région euro méditerranéenne et d'améliorer son positionnement international.

2/ L'assurance crédit destinée à la couverture du risque d'impayés lié au crédit interentreprises est une assurance qui a son identité propre: n'est pas systématique, repose sur la prévention et l'anticipation des probabilités de défaillance.

information, variable stratégique

Un dispositif Euro- Méditerranéen de garantie des exportations adapté aux spécificités de l'assurance-crédit à l'exportation

- Créer un ***dispositif régional*** qui jouerait un rôle d'interface entre les sociétés d'assurance- crédit des deux rives : Union Méditerranéenne des Assureurs Crédit (à but non lucratif)..... UMAC
- ***Missions :***
 - ◆ Impulser l'harmonisation des réglementations relatives à la communication des états financiers
 - ◆ Mettre en réseau les sources d'information existantes pour une fiabilité accrue de l'information
 - ◆ Impliquer la diplomatie économique, les banques et autres institutions dans la collecte de l'information et la mise en relation des opérateurs.
 - ◆ Organiser la co-assurance pour partager les risques et mieux accompagner les exportateurs.
 - ◆ Favoriser l'échange d'expertise et créer des synergies
 - ◆ Œuvrer à l'établissement d'une black list des débiteurs.
 - ◆ Faciliter le recouvrement des créances impayées



La crise conforte la création de l'Union Méditerranéenne des assureurs crédit...

La crise a mis en évidence la complexité du métier et ses nouvelles exigences :

- ◆ Mauvaise perception à cause de la suspension des options
- ◆ Impératif de disposer d'une information fraîche : comptes trimestriels des entreprises
- ◆ Nécessité de la transparence et de la flexibilité
- ◆ Définition partagée des nouvelles règles du jeu, la tarification en particulier

→ Le changement du modèle économique de l'assurance crédit conforte la proposition de création d'une union méditerranéenne des sociétés d'assurance crédit pour la promotion de leur coopération.

**MERCI DE
VOTRE
ATTENTION**

2010